



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

44 | 2012

L'Italie du Risorgimento. Relectures

L'historiographie catholique face au Risorgimento

Catholic historiography of the Risorgimento

Die katholische Geschichtsschreibung über das Risorgimento

Daniele Menozzi

Traducteur : Marie-Amélie Bardinet



Édition électronique

URL : <http://rh19.revues.org/4243>

DOI : 10.4000/rh19.4243

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 139-150

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Daniele Menozzi, « L'historiographie catholique face au *Risorgimento* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 44 | 2012, mis en ligne le 30 septembre 2015, consulté le 02 octobre 2016. URL : <http://rh19.revues.org/4243> ; DOI : 10.4000/rh19.4243

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

Tous droits réservés

DANIELE MENOZZI

L'historiographie catholique face au Risorgimento

1. Au début du mois d'avril 1961, le Secrétariat d'État du Vatican demandait à la Présidence du Conseil de l'État italien, assez étonnée, d'organiser une rencontre avec le pape. Celle-ci devait prendre place dans le cadre des célébrations du centenaire de l'unification nationale que le chef du gouvernement italien de l'époque, Amintore Fanfani, avait préparées avec soin, sans cependant penser à prévenir le Saint-Siège. Au cours de la rencontre, Jean XXIII, contre l'avis de plusieurs de ses conseillers plutôt inquiets, prononça un bref discours – dont le premier ministre n'avait pas eu connaissance au préalable, ce qui le contraignit à improviser quelques mots de remerciement. Ce discours est resté célèbre car il manifestait la volonté de rendre, comme on le dit à l'époque, le « Tibre plus large »¹. Le pape affirmait vouloir ainsi participer à la joie commune des Italiens pour l'anniversaire d'un événement qu'il insérait – sans cependant oublier de rappeler le long différend entre l'Église et l'État – dans une lecture providentielle de l'histoire italienne dont il soulignait notamment une heureuse issue : la distinction entre les deux pouvoirs présents à Rome. L'agenda privé du pontife illustre sans équivoque possible les intentions à la base de son intervention : « c'est la première fois – note Roncalli à la fin de la journée – que du Vatican vient une parole de félicitations dans une bonne ambiance chrétienne à propos de l'Unité de l'Italie, comme étant un fait accompli et désormais sans regret [...]. Il s'agit d'un autre pas heureux dans le cheminement de la Sainte Eglise. *Sic semper Deus me adiuvet* »².

* Traduit de l'italien par Marie-Amélie Bardinet

1. Giovanni XXIII, *Discorsi messaggi colloqui*, III, Roma, Tipografia poliglotta vaticana, 1962, p. 204-206. Sur le contexte politique de ces années-là: Sandro Magister, *La politica vaticana e l'Italia. 1943-1978*, Roma, Editori Riuniti, 1979, p. 237 et ss. et Giancarlo Zizola, *Giovanni XXIII. La fede e la politica*, Roma-Bari, Laterza, 2000, p. 158-161.

2. A.G. Roncalli-Giovanni XXIII, *Pater amabilis. Agende del pontefice, 1958-1963*, Edizione critica e annotazione a cura di Mauro Velati, Bologna, Istituto per le scienze religiose, 1977, p. 238; voir aussi p. 234, pour une réflexion similaire à l'occasion des célébrations du 17 mars 1961. Une première reconstruction dans Bruno Bertoli, *La questione romana negli scritti di papa Giovanni*, Brescia, Morcelliana, 1970.

Dans son carnet, le pape enregistrait les jours suivants, avec une satisfaction évidente, les réactions positives de l'opinion publique à une démarche qu'il avait voulu inclure – tout en prenant en compte, il me semble avec une grande attention, son écho médiatique – dans la foisonnante série d'actes par lesquels il sollicitait la modernisation d'une Église italienne toujours fortement marquée par l'héritage de l'intransigeance du XIX^e siècle³. La presse catholique a, quant à elle, présenté la nouvelle comme marquant la disparition de toute ombre résiduelle sur la correspondance pleine entre l'appartenance nationale et l'appartenance religieuse des fidèles italiens. Bon nombre de personnalités issues des milieux libéraux et démocratiques ont aussi manifesté leur satisfaction. Je me limiterai à rappeler l'article d'un auteur qui n'avait pourtant pas épargné ses critiques à l'égard de la politique du Vatican : dans *La Stampa* de Turin, Luigi Salvatorelli observait que, si Jean XXIII, sans y être aucunement obligé, avait librement décidé de participer à la célébration d'un anniversaire qu'il ne pouvait pas ne pas savoir être une « date de victoire nationale, d'une défaite du pape », il fallait écarter toutes vaines polémiques et se réjouir de l'alignement total de l'Église sur les droits et les intérêts de la nation⁴.

En réalité, ces réactions optimistes – malgré leur nouvelle présentation par une historiographie de Jean XXIII qui, tout en se définissant comme rigoureusement scientifique, n'arrive pas à se débarrasser d'objectifs au fond apologétiques⁵ – semblent éluder la signification historique d'un élément fortement présent dans le discours du pape : l'affirmation nette que les Accords du Latran – avec la revendication explicite d'une intangibilité des privilèges qu'ils prévoient pour l'Église en matière d'école et de mariage – constituaient le terrain réel où s'accrochait le mystérieux dessein de la providence ayant conduit à cette recomposition entre catholicisme et nation italienne. Ce n'est sans doute pas un hasard si le jésuite Salvatore Lener dans *La Civiltà cattolica* interprétait l'intervention du pontife comme étant la sanction de l'autorité suprême ecclésiastique à une série d'articles qu'il avait lui-même consacrés au centenaire de l'unité et dans lesquels, en déplorant le peu d'attention réservée dans les célébrations aux accords de 1929, il avait estimé que ce n'est qu'après la Conciliation que l'État national, par la reconnaissance du fait religieux en tant qu'élément fondamental de son unité, avait acquis cette pleine légitimation morale, politique et juridique et qui le mettait enfin en mesure de mériter « notre respect et notre amour »⁶.

3. Giovanni Miccoli, *Sul ruolo di Roncalli nella chiesa italiana*, in Giuseppe Alberigo [dir.], *Papa Giovanni*, Roma-Bari, Laterza, 1987, p. 175-209.

4. Luigi Salvatorelli, « Giovanni XXIII e l'unità d'Italia. In margine al Centenario », *La Stampa*, 28 avril 1961. Il est probable que Salvatorelli voulait prendre ses distances d'un article polémique paru sur *Il Mondo* le 25 avril 1961. Une reconstruction des réactions de la presse catholique dans Giorgio Rumi, « La riconquista guelfa : speranze e reticenze nel centenario dell'unità », *Clio*, 30, 1994, p. 23-34.

5. Giuseppe Alberigo, *Dalla Laguna al Tevere. Angelo Giuseppe Roncalli da San Marco a San Pietro*, Bologna, Il Mulino, 2000, p. 123.

6. Salvatore Lener, « L'unità d'Italia e la conciliazione tra stato e chiesa », *La civiltà cattolica*, 112,

La participation du Saint-Siège aux célébrations du centenaire apparaissait somme toute liée au désaveu des options – en premier lieu, la laïcité – prises par l'État italien à ses origines. Cependant, le pas accompli par Roncalli dans cette circonstance était bien réel : l'autorité suprême de l'Église demandait à un monde catholique encore très imprégné d'une vision néo-guelfe persistante regretant le manque de subordination de l'Italie à la papauté, de regarder la construction de l'État unitaire sous un angle positif⁷. S'ouvrait ainsi le chemin pour l'acceptation par la hiérarchie catholique italienne – ainsi que le montre le discours tenu au Capitole au mois d'octobre 1962 par Giovanni Battista Montini, à l'époque archevêque de Milan⁸ – d'une évaluation très semblable à ce que Cavour avait proposé en vain à Pie IX au mois de mars 1861 : la fin du pouvoir temporel dans la péninsule comme voie permettant au Saint-Siège d'accroître son autorité spirituelle au niveau mondial.

Ce contexte entièrement nouveau va pousser, les années suivantes, la culture catholique à une autre lecture de l'époque du Risorgimento qui, délaissant les polémiques longtemps cultivées, va tenter de fournir une contribution à la compréhension de son histoire. Aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, la vision que nous en offre le monde catholique devant une circonstance analogue – la cent cinquantième année de l'unification – apparaît très différente. Pour tenter d'en saisir les grandes lignes caractéristiques, je voudrais ici mettre en évidence quelques tendances majeures dans l'évaluation du rapport entre catholicisme et construction de l'État national. Sans prétendre être exhaustif, étant donné qu'au sein de la communauté ecclésiale elle-même les orientations apparaissent diverses et pleines de nuances, j'évoquerai trois questions qui semblent avoir le plus de résonances : le retour de la conception intransigeante ; la ligne de la hiérarchie catholique ; la réflexion historiographique catholique et démocratique.

2. L'élément le plus saillant est la transposition au niveau de l'historiographie académique d'un schéma d'interprétation du Risorgimento qui n'avait trouvé jusqu'à présent accueil que dans la production éditoriale des cercles restreints du traditionalisme catholique ou dans des récits historiques à caractère édifiant et de propagande. Les thèses qui jusque il y a quelques années n'apparaissaient que dans des revues porte-parole ou sympathisantes du

1961/4, p. 14-28. La série d'articles précédente, *ibidem*, 112, 1961/1, p. 14-28 et p. 337-353 ; 112, 1961/2, p. 117-131 et p. 449-464 ; 112, 1961/3, p. 128-139, p. 337-351 et p. 573-582. Le fait que les articles ultérieurs du jésuite étaient consacrés à une défense des normes concordataires en contraste avec la charte constitutionnelle est significatif.

7. Emilio Gentile, *La Grande Italia : il mito della nazione nel XX secolo*, Roma-Bari, Laterza, 2006, p. 371-375. Il s'agit d'une perspective déjà présente à l'époque fasciste : Andrea Riccardi, « Il Risorgimento e la cultura cattolica durante il fascismo », *Il Risorgimento*, 47, 1995, p. 359-368.

8. Giovanni Battista Montini, « Discorsi e scritti sul Concilio (1959-1963) », éd. par Antonio Rimoldi, Brescia, Istituto Paolo VI, 1983, p. 170-171. Sur la manière où, une fois élu pape, Montini a décliné cette approche : Francesco Traniello, *Religione cattolica e stato nazionale*, Bologna, Il Mulino 2007, p. 7-12.

schisme de Lefebvre⁹ ou qui n'étaient diffusées que par des livres d'auteurs, comme ceux d'Angela Pellicciari¹⁰ ou de Rino Cammilleri¹¹, ayant peu à voir avec le métier d'historien, sont maintenant proposées dans des publications et des séminaires par des professeurs de l'Université catholique du Sacré-Cœur comme Massimo De Leonardis, par des chercheurs de l'Université européenne de Rome, comme Massimo Viglione et Oscar Sanguinetti, et même par le vice-président du Conseil National de la Recherche, Roberto de Mattei¹². L'attention des médias privés au sensationnalisme de la culture historique et la réduction par les moyens de communication de masse de l'historiographie à une opinion ont sans doute déterminé une circulation de cette littérature qui va bien au-delà de ce que leur inconsistance intellectuelle mériterait¹³. Il est cependant probable qu'elle corresponde aussi à la permanence bien enracinée dans l'esprit catholique d'un gisement culturel traditionnel, que le rapprochement si célébré de l'Église avec la modernité, par le renouveau conciliaire notamment, n'a en réalité pas entamé.

Les tenants de ce type d'interprétation ne contribuent pas à la connaissance effective de l'histoire de l'unification. Ils répètent généralement un schéma que, si l'on en omet les variantes mineures, nous pouvons facilement synthétiser : le Risorgimento représente l'agression d'une minuscule minorité jacobine contre la majorité catholique du pays, pour en obtenir, par des vexations, des persécutions et des violences, la déchristianisation. Le succès de cette opération fut garanti par un double soutien : à l'extérieur, par l'appui aux patriotes par les puissances protestantes qui, en utilisant aussi la maçonnerie, ont ourdi un complot pour se débarrasser enfin de l'autorité du pape qu'ils n'avaient pas réussi à vaincre par la Réforme ; à l'intérieur, par l'aide fournie par la cinquième colonne de rares catholiques libéraux qui étaient, soit directement intéressés par la conjuration anti-romaine, soit participaient en toute bonne foi du mouvement unitaire, dans l'ignorance coupable de ses finalités réelles. Les résultats furent désastreux : la fin de l'heureuse et prospère vie civile des États d'avant l'unification, souvent décrite comme un vrai paradis terrestre ; l'affaiblissement de l'esprit d'agrégation de la nation, du moment que le catholicisme en était le seul élément réellement coagulant ; l'introduction de ce conflit permanent entre le pays réel et le pays légal qui a rendu instable les institutions publiques ; la colonisation de l'Italie du sud,

9. Je renvoie aux tables des matières de périodiques comme *Il Timone*, *L'Alfiere* et *Cristianità*.

10. Angela Pellicciari, *Risorgimento da riscrivere. Liberali e massoni contro la chiesa*, Milano, Ares, 1998 ; *L'altro Risorgimento. Una guerra di religione dimenticata*, Casale Monferrato, Piemonte, 2000.

11. Rino Cammilleri, *L'ultima difesa del papa re. Elogio del Sillabo*, Casale Monferrato, Piemonte, 2001.

12. Un recueil de ces interventions dans le volume de Massimo Viglione [dir.], *La Rivoluzione italiana. Storia critica del Risorgimento*, Roma, Il Minotauro, 2001. Pour le cent cinquantième anniversaire de l'Unité, l'Université européenne de Rome a organisé le 28 février 2011 le colloque « I cattolici tra Risorgimento e antirisorgimento » qui a réuni les tenants de cette ligne.

13. Daniele Menozzi, « Verità storica e rappresentazioni mediatiche », in Marina Caffiero et Micaela Procaccia [dir.], *Vero e falso. L'uso politico della storia*, Roma, Donzelli, 2008, p. 209-223.

dont la rébellion exprimée par le brigandage fut étouffée par la répression féroce de l'armée piémontaise; la construction d'une religion artificielle de la patrie qui, incapable de remplacer la religion catholique, laissa l'espace à l'affirmation de l'individu comme seul critère régulateur de la vie sociale¹⁴.

Nombreuses sont les remarques, fondées sur une longue sédimentation de résultats issus de l'historiographie scientifique, qui pourraient montrer les manipulations et les distorsions de ce schéma : outre le manque de documents, la théorie du complot constitue un évident raccourci simplificateur et paresseux¹⁵; l'impossibilité à sous-évaluer les apports du catholicisme italien à l'élaboration d'une religion belliciste de la patrie¹⁶; l'insertion problématique que trouve dans cette interprétation l'intervention de Napoléon III à côté du Piémont dans la deuxième guerre d'Indépendance¹⁷; la surévaluation évidente du rôle de la maçonnerie, laquelle arrive seulement en 1859 à réorganiser quelques loges dans la péninsule¹⁸ et enfin, l'anachronisme naïf qui fait attribuer à l'État unitaire les retards économiques du Sud italien¹⁹. Je voudrais m'arrêter en particulier sur un point qui met en évidence le manque de fondement de cette approche. Ainsi que l'ont montré plusieurs études, notamment celles du jésuite Giacomo Martina, investigateur toujours inégalé des documents de l'époque du Risorgimento déposés dans les archives du Vatican, l'opposition catholique à l'unification constitue un processus qui se développe dans le temps et évolue selon les circonstances politiques²⁰. Même après l'allocution du mois d'avril 1848 – dont le tourmenté processus de rédaction révèle les hésitations pour fixer une ligne précise –, Pie IX s'efforce d'expliquer aux diplomates accrédités auprès du Saint-Siège que son désengagement de la guerre contre l'Autriche ne signifie ni qu'il s'agit d'une guerre injuste, ni qu'il a désapprouvé la cause de la nationalité italienne qu'il avait béni peu avant, au mois de février. D'ailleurs, pendant plusieurs années après le retour de Mastai Ferretti à Rome, on ne manifeste pas dans les pages de la *Civiltà cattolica* une fermeture rigide à la construction unitaire²¹.

14. Sur le rôle joué par l'idéologie catholique traditionaliste, notamment celle élaborée par le philosophe Plinio Corrêa de Oliveira, dans la polémique contre le Risorgimento dans ces milieux, voir A. Capone, *Aspetti della cultura antirisorgimentale in Italia dal 2000 ad oggi*, Scuola Normale Superiore, Colloquio in storia contemporanea, 2010-2011.

15. Gian Mario Cazzaniga, « Il complotto: metamorfosi di un mito », in Gian Mario Cazzaniga [dir.], *Storia d'Italia. Annali 21. La massoneria*, Torino, Einaudi, 2006, p. 312-330.

16. « Sacrificarsi per la patria », section monographique de *Rivista di storia del cristianesimo*, 8, 2011/1, p. 3-109.

17. Franco Valsecchi, *L'Italia del Risorgimento e l'Europa delle nazionalità: l'unificazione italiana nella politica europea*, Milano, Giuffrè, 1978; voir les documents réunis in Pier Giorgio Camaiani, *La Rivoluzione moderata. Rivoluzione e conservazione nell'unità d'Italia*, Torino, SEI, 1978, p. 59-103.

18. Fulvio Conti, « Massoneria e sfera pubblica nell'Italia liberale, 1859-1914 », in *Storia d'Italia. Annali 21. La massoneria*, op. cit., p. 579-610.

19. Giuseppe Galasso, *Il Regno di Napoli. Il Mezzogiorno borbonico e risorgimentale*, Torino, Utet, 2007.

20. Giacomo Martina, *Pio IX (1846-1850)*, Roma, Università Gregoriana, 1974.

21. Daniele Menozzi, « I gesuiti, Pio IX e la nazione italiana », in Alberto Mario Banti et Paul Ginsborg [dir.], *Storia d'Italia. Annali 22. Il Risorgimento*, Torino, Einaudi, 2007, p. 451-478.

L'attitude change uniquement lorsque le gouvernement piémontais adopte une nouvelle politique ecclésiastique qui ajoute à la liberté de culte, déjà octroyée aux vaudois et aux juifs, une législation (notamment les lois Siccardi et les lois Ratazzi) qui abolit le forum ecclésiastique, efface les droits d'asile dans les églises et les monastères, élimine la mainmorte et introduit des taxes sur les propriétés des instituts ecclésiastiques et supprime les ordres religieux qui ne se consacraient pas à la prédication, à l'instruction et à l'assistance. La conviction – en vérité entièrement fondée – que ces mesures seraient étendues du royaume de Sardaigne à toute la péninsule détermine dans les milieux romains la lecture de l'unification nationale comme une menace antichrétienne. Lorsque, quelques années après, Pie IX face aux proclamations du royaume d'Italie, fournira l'interprétation globale des événements, il verra non seulement dans la perte du pouvoir temporel, mais dans la « révolution italienne » – c'est-à-dire dans l'introduction aussi dans la péninsule d'une modernité politique considérée comme antithétique au christianisme – la raison d'appeler les princes chrétiens à se coaliser militairement, comme ils s'étaient réunis jadis dans la croisade contre les Turcs pour sauver la religion catholique des attaques du monde moderne²².

Le caractère de propagande de cette historiographie néo-intransigeante, qui trouve cependant un espace dans les milieux académiques, ressort ainsi sans équivoque. Ses acteurs, en établissant l'équation entre unification et antichristianisme, vue comme une clé intemporelle d'interprétation du Risorgimento, renoncent à suivre l'évolution dans le temps de la position catholique qui s'oppose à l'unité nationale uniquement au moment où celle-ci prend la connotation politique de modernité. Ce n'est pas un hasard si, après la prise de Rome en 1870, l'appui catholique au nouvel État sera l'objet d'une négociation politique dont l'enjeu est notamment le caractère confessionnel des institutions publiques. Se manifeste ainsi l'idéologie qui est à la base des interventions de ces auteurs : si, dans leur vision, la charge du processus unitaire contre la religion catholique se vérifie au moment où l'État vise l'effacement de la condition privilégiée réservée à l'Église dans la société chrétienne traditionnelle, ceci signifie qu'à leurs yeux le catholicisme s'identifie au privilège réservé à l'Église dans un régime chrétien. La référence à l'histoire pré-moderne du christianisme constitue donc le critère de jugement ultime auquel est subordonnée la reconstruction de l'histoire du Risorgimento. Mais rappelons également une autre caractéristique de ces écrits : en prenant comme catégories historiographiques les mêmes catégories d'interprétation de l'histoire du Risorgimento élaborées par Pie IX à un moment donné, ils font coïncider l'évaluation historique avec les jugements d'un

22. Les interventions pontificales de cette période – notamment l'allocution au consistoire secret du 18 mars 1861 où, au lendemain de la proclamation du royaume d'Italie, Pie IX dénonce l'antithèse entre catholicisme et monde moderne – in Ugo Bellocchi, *Tutte le encicliche e i principali documenti pontifici, IV, Pio IX (1846-1878)*, Roma, Libreria editrice vaticana, 1995, p. 190-219.

des acteurs de l'époque. Ils renoncent donc à effectuer l'opération cognitive qu'est à proprement parler l'investigation historique : ils s'interdisent en effet le rapprochement de la *historia rerum gestarum* aux *res gestae*, rapprochement qui comporte la détection des raisons ayant déterminé le choix d'un acteur confronté à plusieurs alternatives possibles.

3. La deuxième ligne d'interprétation que je voudrais analyser est proposée par la hiérarchie catholique italienne. Le président de la CEI, le cardinal Bagnasco, a plusieurs fois affirmé que l'Église veut contribuer aux célébrations de l'anniversaire de l'unification d'Italie, car elle considère l'unité comme un bien précieux et entend donc resserrer le lien national²³. En ouvrant à Gênes le séminaire consacré en mai 2010 à « L'Unité nationale : mémoire partagée, futur à partager », il a ensuite souligné avec force qu'il fallait, pour se préparer correctement à l'anniversaire, laisser la parole aux historiens, car c'est par la reconstruction correcte du passé qu'on peut répondre à une exigence profonde du pays et « faire ressortir le sens positif de l'être italien [et] alimenter la culture de l'être ensemble »²⁴. Cette reconnaissance de la totale autonomie de la recherche historique par rapport aux directives ecclésiastiques – inattendue si l'on tient compte de l'enseignement du magistère en la matière²⁵ – ne semble cependant pas avoir trouvé une correspondance dans l'activité réelle de l'organisme des évêques italiens. Il est vrai qu'au mois de décembre suivant, les responsables de la CEI, dans le programme du X^e Forum du projet culturel consacré au cent cinquantième anniversaire de l'unité, ont laissé beaucoup d'espace à des historiens choisis en apparence sur la base de leur militantisme déclaré au sein de l'Église catholique. Pour autant, les analyses sur la signification de l'anniversaire diffusés par les responsables de la CEI n'ont pas été issus systématiquement des interventions qu'ils ont prononcées.

Sans vouloir ici affronter le problème de la solidité historiographique – en réalité assez discutable – de ces interventions, nous pouvons observer que les contributions des historiens se souciaient d'atténuer le choc du XIX^e siècle entre l'État et l'Église, en soulignant notamment le fait que le caractère catholique de la nation constitue une dimension du peuple italien qui va finalement au-delà de la configuration politique adoptée par le pays au moment de l'unité²⁶. Cette considération a été reçue par les membres de

23. Voir par exemple le discours inaugural, repris plusieurs fois, du 24 mai 2010 à l'assemblée générale de la CEI in http://www.chiesacattolica.it/cci_new/documenti_cei/2010-05/28-16/Prolusione_ass_mag2010.pdf, dernière visite effectuée le 10 mars 2011.

24. Le texte dans http://www.chiesacattolica.it/cci_new_v3/allegati/12033/SalutoBagnasco_3maggio2010.doc/ ; dernière visite effectuée le 6 mars 2011. Les relations historiques de G. Romanato et de G. Dalla Torre sont publiées aussi dans la revue *Il Tempio*, 2010/11, p. 145-163.

25. Giovanni Miccoli, *In difesa della fede. La chiesa di Giovanni Paolo II e di Benedetto XVI*, Milano, Rizzoli, 2007, p. 197-224 et p. 274-281.

26. Andrea Riccardi, *Identità e "missione"* ; A. Giovagnoli, *I nodi di 150 anni di storia*, in <http://www.progettoculturale.it/xforum>, dernière visite effectuée le 6 mars 2011. Cette ligne est reconnais-

la hiérarchie selon des clés d'interprétation qui ne tenaient pas à alimenter le discours ecclésiastique sur l'anniversaire par une meilleure connaissance du passé mais à fonder sur l'histoire la revendication d'un plus large rôle politique et social de l'Église dans l'Italie contemporaine. Si le cardinal Bagnasco se limitait à définir la participation ecclésiastique imminente aux festivités du jubilé italien par une formule générique qui présentait les catholiques comme des « membres fondateurs » de l'unité²⁷, il était de la compétence du secrétaire de la CEI, monseigneur Crociata, d'expliciter les implications issues de cette participation fondatrice dans le discours de l'inauguration de l'année académique de la Faculté théologique de l'Émilie-Romagne sur « Cattolicesimo e chiesa a 150 anni dall'unità ».

Comme base du syntagme « membre fondateur », il affirmait que la nation italienne, précédant l'État unitaire, ne pouvait être considérée pour ce qu'elle est sans y saisir son âme religieuse²⁸. Selon le prélat, dans la foi catholique se trouvent les caractères distinctifs de l'identité profonde du peuple italien : bien avant de devenir un État-nation, il se reconnaissait uni parce que le catholicisme en avait été son élément de fusion, le facteur de culture et de production artistique, base de l'*ethos* public et de l'organisation institutionnelle. Cette évaluation ne portait pas seulement à proclamer « le dépassement définitif d'oppositions désormais anachroniques ». Elle signifiait l'existence dans l'histoire de la péninsule d'un large courant tendant à réaliser une communauté nationale italienne cohérente avec son identité religieusement stable. Il en tirait deux conséquences : d'une part, une défense de l'attitude de la papauté qui, de Pie IX à Pie XI, n'avait pas œuvré « contre l'unité de la nation [...] mais en défense de l'autonomie et de la liberté de l'Église » ; d'autre part, une reconsidération apologétique de toute l'histoire de la présence catholique dans le pays, présentée comme un mouvement qui, en attente de trouver un débouché politique adéquat, avait toujours contribué au bien commun. En définitive, le cent cinquantième anniversaire apparaît pour la hiérarchie catholique comme l'occasion non seulement de réaffirmer la fin des déchirements du Risorgimento et de l'après-Risorgimento, mais aussi de revendiquer le rôle positif exercé par la forte présence de l'Église dans toute l'histoire contemporaine de la société italienne.

Ce jugement général se traduisait ensuite par une indication programmatique de type politique. Selon monseigneur Crociata, l'Italie étant une nation catholique, il fallait « faire du caractère populaire du catholicisme le liant culturel [...] du pays, pour affronter sa recomposition dans la perspective

sable aussi dans les travaux du jésuite Giovanni Sale, *L'unità d'Italia e la Santa sede*, Milano, Jaca Book, 2010.

27. Angelo Bagnasco, *I cattolici "soci fondatori" del paese*, in <http://www.progettoculturale.it/xforum>, dernière visite effectuée le 6 mars 2011.

28. Mariano Crociata, « Cattolicesimo e chiesa a 150 anni dall'unità », *Il Regno/Documenti*, 56, 2011/1, p. 53-57. Une explication de vulgarisation du syntagme in Alberto Rinaldini, *I cattolici "soci fondatori dello stato unitario"*, *Il Tempio*, 2010/11, p. 111-130.

des défis du futur». Dès les conclusions du X^e Forum du projet culturel le cardinal Ruini avait spécifié les implications générales de la nouvelle analyse historique de l'identité nationale²⁹. Mais d'autres précisions à ce propos se trouvent dans l'œuvre du cardinal Giacomo Biffi qui, partant de la considération que le catholicisme représentait la religion nationale historique de l'Italie, avait, vers la fin du siècle dernier, donné une nouvelle lecture du Risorgimento dans un petit livre largement cité et approuvé dans l'intervention de monseigneur Crociata³⁰. Nous ne pouvons pas oublier que l'élaboration de Biffi répondait à une ligne exprimée par le pape : c'est en effet Jean-Paul II qui, depuis 1985, à l'occasion de la réunion ecclésiale de Lorette, affirmait que, étant donné que le catholicisme représentait un trait fondamental de l'identité nationale, les catholiques étaient appelés à jouer un rôle de première importance dans la conduite du pays³¹. Le cardinal réélaborait cette indication prospective, en l'insérant dans le cadre historique de l'unification nationale.

À son avis, même s'il ne fallait pas manifester beaucoup d'enthousiasme pour un État unitaire qui avait produit bien peu de choses par rapport à ce que la nation italienne, enracinée dans sa foi catholique, avait élaboré dans les siècles précédents pour la civilisation humaine, il fallait de toute façon exprimer un jugement positif sur le Risorgimento pour ce qu'il avait apporté, comme l'indépendance de l'étranger, l'unité politique et la fin du pouvoir temporel. Cependant, s'il ne fallait pas mettre en discussion l'État unitaire, il fallait affirmer que le Risorgimento, mû par « une idéologie délibérément anti-ecclésiale » avait mené un assaut frontal contre la religion catholique. L'attaque était restée cependant sans succès : le lien du peuple avec la culture catholique et avec l'Église était resté et restait un « élément imprescriptible qui configure notre spécificité nationale ». Pour cette raison, la république actuelle, aboutissement final de ce processus historique, devrait avoir la tâche de protéger l'identité italienne : la liberté religieuse ne peut être considérée comme reconnaissance publique des religions, surtout à l'égard d'un islam censé envahir le pays avec l'intention secrète d'en changer les lois ; et la laï-

29. Camillo Ruini, *Nei 150 anni dell'unità d'Italia: prospettive*, in <http://www.progettoculturale.it/forum>, dernier contrôle 6 mars 2011.

30. Les interventions du cardinal entre 1999 et 2000 se trouvent dans Giacomo Biffi, *Liber pastoralis bononiensis*, Bologna, EDB, 2002, p. 624-625 et p. 780-785. Le jugement global sur le Risorgimento se trouve dans Giacomo Biffi, *Risorgimento, stato laico e identità nazionale*, Casale Monferrato, Piemme, 1999, réimprimé avec quelques retouches sous le titre *L'Unità d'Italia. Centocinquanti'anni 1861-2011. Contributo di un italiano cardinale ad una rievocazione multiforme e problematica*, Siena, Cantagalli, 2011. Les citations font référence à ce dernier travail.

31. Giovanni Paolo II, « Discorso al convegno ecclesiale di Loreto », *Il Regno/Documenti*, 30, 1985/9, p. 315 et sq. Le déroulement de cette ligne dans sa « prière pour l'Italie » : *ibidem*, 39, 1994/7, p. 216-218. Dans le message pour le cent cinquantième anniversaire le pontife actuel, sans recourir au syntagme « membres fondateurs », a souligné la thèse que le catholicisme est le « liant fondamental » de l'identité nationale, en tirant la conséquence que les institutions italiennes doivent se conformer à une « laïcité saine », c'est-à-dire une laïcité conforme aux normes éthiques de l'église.

(http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/letters/2011/documents/hf_ben-xvi_let_20110317_150-unita_it.html, dernière visite effectuée le 17 mars 2011).

cité ne peut signifier l'indifférence envers une culture moderne qui sous le prétexte d'accepter la rationalité scientifique ou le respect des droits de l'individu frapperait les racines chrétiennes de la société civile.

Il me semble que se présente ainsi clairement la raison pour laquelle les sommets de l'Église italienne voient dans le cent cinquantième anniversaire l'occasion de diffuser une reconstruction historique du processus d'unification qui conduit à attribuer aux catholiques le rôle de « membres fondateurs » de l'État italien que l'on entend préserver. De cette façon, ils sont définis comme les dépositaires des caractères constitutifs de l'identité nationale. Il s'ensuit que les institutions publiques, loin de déterminer les formes juridiques de la collectivité sur la base d'une identification autonome des institutions correspondant à l'intérêt général, devraient les conformer aux exigences fondamentales de la morale catholique, sous peine de dissolution du tissu constituant la communauté nationale.

4. La dernière ligne d'interprétation que je voudrais mettre en exergue a trait à la tentative de réponse de savants catholiques exerçant dans les universités publiques à la thèse historiographique selon laquelle l'attitude antinationale mûrie par l'Église italienne dans le Risorgimento serait responsable de la fragilité de l'identité italienne. À cet effet, ces chercheurs veulent montrer non seulement la continuité de la présence des mythes nationaux dans la culture ecclésiale du XIX^e et du XX^e siècles mais aussi souligner que cette longue sédimentation a déterminé la formation d'un parti et d'une classe dirigeante catholiques qui, grâce au triomphe tardif de l'idée de la nation catholique sur le plan politique, a réussi à installer après la Seconde Guerre mondiale une démocratie représentative et pluraliste. Cette idée a trouvé une expression synthétique dans le petit livre emblématique *L'Italia dei cattolici* publié en 1998 par Guido Formigoni. Ce dernier note ainsi que la perspective néo-guelfe – la conviction que la grandeur de l'Italie était liée au catholicisme et notamment à la présence de la papauté sur son sol – a eu, depuis Gioberti et jusqu'à la Démocratie chrétienne de De Gasperi, un succès extraordinaire et une capacité d'influence politique non négligeable. Dans un approfondissement ultérieur, l'auteur a pris en compte partiellement la critique de Giuseppe Battelli l'accusant d'avoir insisté avec excès sur la continuité de cette influence au détriment de la grande variété déployée par cette perspective au cours du temps. Cependant, tout en intégrant cette critique, Guido Formigoni maintient son interprétation de fond, affichée encore dans la nouvelle édition de son ouvrage³². Malgré des approfondis-

32. Guido Formigoni, *L'Italia dei cattolici. Dal Risorgimento ad oggi*, Bologna, Il Mulino, 1998. Le compte rendu de Giuseppe Battelli, *Rivista di storia e letteratura religiosa*, 37, 2001, p. 403-409. Les approfondissements ultérieurs dans Guido Formigoni, *Un cattolicesimo al plurale e una pluralità di "guelfismi"*, in Antonio Acerbi [dir.], *La chiesa e l'Italia*, Milano, Vita e Pensiero, 2003, p. 209-225. La réédition du livre est de 2010.

sements, il élude une des critiques de fond formulées par Battelli, à savoir l'inattention envers le rôle fondamental de la papauté dans l'orientation des modèles culturels présents dans le monde catholique italien. Un seul exemple aide à saisir les lacunes de l'approche de Guido Formigoni. Lorsque, après la Première Guerre mondiale, se fit jour dans l'Église italienne une forte tendance à associer catholicisme et nationalisme, Pie XI a commencé à proposer cette distinction entre un nationalisme « juste » et un nationalisme « exaspéré », distinction qui devait permettre de gérer le glissement des fidèles vers une conception de la patrie incompatible avec la morale chrétienne. Mais c'est notamment la faillite de cette opération politique et culturelle – laquelle, pour la proximité des intérêts avec le régime de Mussolini, se montrait incapable de conduire l'Église italienne à prendre ses distances avec les expressions du nationalisme de l'époque – qui explique les raisons qui ont empêché la culture catholique italienne d'éviter les dérives – dans une perspective néo-guelfe – vers une sacralisation de la nation qui l'ont rapprochée de la propagande du mouvement fasciste³³.

Un autre élément montre les limites d'une telle interprétation. Ainsi que l'a noté Francesco Traniello, au moment où l'Église italienne, par le biais du parti de la Démocratie chrétienne, arrivait à faire triompher au sein de la république d'après-guerre, sur le plan politique et institutionnel, la perspective de la nation catholique, on peut constater, même en adoptant l'acception la plus faible de cette notion, « faisant ainsi référence à la permanence de plusieurs fils liant l'*ethos* profond de la nation à la religion catholique (en référence, par exemple, à la primauté de la famille en tant que cellule sociale) que plusieurs indices sont venus signaler que ces fils étaient en train de se détendre ou de se casser »³⁴. Le monde catholique italien, au lieu d'en prendre acte et de chercher de nouvelles stratégies pour assurer sa présence dans une péninsule désormais sécularisée, a continué à échafauder, en faisant toujours référence au mythe de la nation catholique, la construction d'une chrétienté nouvelle qui, si elle assurait les libertés civiles fondamentales, apparaissait désormais en opposition avec cette culture des droits de l'homme, fondée sur l'autodétermination politique et sociale de l'individu. Le manque de considération pour cet aspect crucial fait clairement ressortir le présupposé que comporte la tentative historiographique de construire une continuité, même si déclinée de manières différentes, du rapport entre la nation catholique et l'État italien actuel : il s'agit en réalité de montrer que, malgré les oppositions et les chocs dans l'histoire du pays, il existe un lien positif entre catholicisme et démocratie.

33. Daniele Menozzi, « Cattolicesimo patria e nazione tra le due guerre mondiali », in Tommaso Caliò et Roberto Rusconi [dir.], *San Francesco d'Italia. Santità e identità nazionale*, Roma, Viella, 2011, p. 7-32 ; Lucia Ceci, *Il papa non deve parlare. Chiesa, fascismo e guerra d'Etiopia*, Roma-Bari, Laterza, 2010.

34. Francesco Traniello, *Religione cattolica e stato nazionale*, *op. cit.*, p. 55.

Il ne semble donc pas inapproprié de considérer qu'à la base de cette perspective se trouve un sous-entendu politique implicite : dans la période actuelle où les systèmes représentatifs sont en crise, il serait dangereux de supprimer le lien entre religion et démocratie, la nation possédant une composante catholique fondamentale. Tout en ne doutant pas du fait que le concept de « nation catholique » s'est, au cours du temps, associé à des régimes politiques très différents, cette interprétation laisse toutefois un problème non résolu. Sans vouloir insister sur le fait que les traditionalistes qui mettent en question l'État unitaire font référence à cette catégorie afin de conduire la bataille contre une construction politique qu'ils jugent l'expression d'une modernité antichrétienne, la hiérarchie catholique italienne se réclame de la même conception pour réduire la laïcité de l'État démocratique, et non pour en favoriser une réalisation plus complète. Rappeler que l'entrée de l'Italie unie parmi les États modernes qui sauvegardent la liberté et les droits de l'homme a eu lieu il y a cent cinquante ans sans l'apport de la « nation catholique », ne serait-ce pas plus respectueux de la vérité historique et plus à même de permettre une projection dans un futur inévitablement multireligieux ?

Daniele Menozzi est professeur à l'École normale supérieure de Pise